



Lundi 30 septembre 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le

choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Stop aux rackets de nos congés !

Le 2 et 3 janvier sont des journées où la direction impose de prendre ses congés payés. Si ça convient à certains salariés, tant mieux. Mais c'est quand même un problème que la direction refuse les demandes pour avoir 4 semaines d'affilée cet été et décide de l'emplacement de nos congés en janvier.

La direction dispose déjà de notre temps de travail, elle voudrait aussi disposer de nos congés.

Plannings en en montagnes russes

Après des semaines de 6 jours en septembre, la direction a décidé de 5 jours non travaillés en octobre. C'est quoi la logique ? Nous on en déduit que les samedis et les vendredis en H+ ça ne sert à rien. Avant de venir nous casser les pieds avec leurs séances supplémentaires, que la direction s'occupe d'abord des approvisionnements. En revanche, la semaine de 3 ou 4 jours on n'est pas contre, mais payée à 100 %.

L'objectif reste le même : baisser les effectifs

Actuellement sous-traités, le magasin du B3, la station physico-chimique de la Peinture et l'Expédition des Véhicules Neufs (EVN) vont être repris directement par Stellantis en janvier. Plusieurs salariés sous-traitants vont être devoir aller travailler ailleurs. Et plusieurs salariés Stellantis vont être contraints « de se porter volontaire » pour les remplacer.

Si la direction fait ce type de réorganisation, ce n'est pas pour les salariés de Stellantis, mais pour économiser et réduire elle-même le personnel de ces services.

Arrête ton car

Selon les dirigeants, les caristes font trop de collision. Pour eux les responsables ce sont les caristes, les grands chefs eux n'ont bien sûr rien à se reprocher. Pourtant il faudrait faire réparer les éclairages des zones, repeindre en couleurs voyantes les poteaux et les sols, boucher les trous, baisser les cadences et arrêter de réduire les effectifs. Ce serait plus efficace pour diminuer les incidents que d'accuser ceux qui travaillent.

Un mirage

Un petit article de presse évoque l'attribution de deux véhicules pour Stellantis Poissy sans aucune preuve. Les journalistes racontent parfois n'importe quoi et ne s'embarrassent pas tous de scrupules.

À l'usine, on voit bien que la direction la vide et qu'il y a aucun investissement. Si on veut un avenir, il va falloir se battre, imposer le maintien de nos emplois, et un rapport de force : en se coordonnant avec tous les salariés menacés de l'automobile ou d'ailleurs.

Miroir, miroir... dis-moi qui est le plus gros voleur

La direction se plaint qu'il y a aurait eu pour 1 million d'euros de pièces « perdues » en 6 mois à Stellantis Poissy. Il paraît que la direction cherche des voleurs. Nous, salariés, quand on regarde chaque mois notre fiche de paie, on se dit qu'on en connaît tous des gros

voleurs. Si la direction veut les trouver, elle n'a qu'à regarder le sommet de l'organigramme du groupe.

Depuis des années nos paies sont quasi-bloquées, le groupe fait 5,6 milliards de profit en 6 mois : du vol en bande organisée, au profit des actionnaires.

La quête annuelle de la direction

Comme chaque année, la direction monte un dossier pour demander une aide de la sécurité sociale pour tous les soi-disant efforts faits pour limiter les accidents de trajets. Monter des dossiers pour raconter que tout va bien, pour ça la direction est forte. Les pouvoirs publics, pour distribuer l'argent aux riches sans contrepartie, eux aussi ils sont bons. Nous, depuis des années, on est toujours en colère d'avoir perdu nos cars.

Batterie à plat mais poches patronale pleines

La moitié de la production de l'usine de batterie ACC de Douvrin (qui appartient à Stellantis, Mercedes et Total) part à la poubelle pour cause de qualité. ACC a mis en pause la construction de deux giga-usines de batteries en Italie et en Allemagne.

En Suède, le fabricant de batterie Northvolt (dont Volkswagen est 1^{er} actionnaire) va supprimer 1 600 emplois (25 % de ses effectifs) car les commandes sont faibles. Les batteries c'était l'avenir pour reclasser les ouvriers disaient les patrons. On constate surtout qu'ils ont touché des milliards de subventions pour monter des usines de batteries qui n'assurent rien de stable.

Les Dumarey dans la rue !

Samedi 28/09, plusieurs centaines de manifestants ont défilé à l'appel des syndicats de Dumarey (ex-General Motors, ex-Punch Powerglide) pour protester contre les licenciements et le risque de fermeture du site. Les salariés de Dumarey sont lâchés par leur principal client ZF qui va lui-même licencier près de 14 000 salariés en Allemagne. Des délégations syndicales de toute la région étaient présentes de l'automobile et au-delà : cheminots, Constellium, Messier Bugatti, PSA, THK et Novares (menacé de fermeture aussi).

Les salariés de Dumarey ont annoncé qu'ils n'allaient pas se laisser faire, et ont appelé l'ensemble des salariés de la filière à converger le 17 octobre au salon de l'Auto à Paris : « Sans nous pas de bagnoles ! »

Rassemblement au salon de l'Auto le 17 octobre !

Un rassemblement est appelée le 17 octobre au salon de l'Auto. Depuis des semaines, la liste des sous-traitants qui ferment, licencient ou suppriment des postes s'allonge et des constructeurs comme Stellantis en France ou Volkswagen en Allemagne menacent plusieurs usines en Europe.

Si on reste isolé, entreprise par entreprise, ce sera plus difficile. Au contraire si nous nous coordonnons avec d'autres, de Stellantis, MA France ou Valeo, nous aurons plus de chances d'imposer le rapport de force apte à faire stopper les fermetures et licenciements !